



ARDENNES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°8-2024-149

PUBLIÉ LE 12 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

DDT 08 /

8-2024-12-10-00006 - Arrêté préfectoral n°2024/689 portant autorisation de pénétration dans les propriétés privées afin de procéder au démontage partiel de la clôture installée dans le cadre de la peste porcine aviaire (6 pages) Page 3

DDT 08 / SE

8-2024-12-10-00002 - Arrêté n°2024-742 complémentaire à l'arrêté n°2024-639 portant dérogation aux périodes minimales d'interdiction d'épandages des fertilisants azotés de type II et des digestats de méthanisation sur les cultures de céréales d'automne et les couverts végétaux d'intercultures dans le département des Ardennes - Prolongation de la date aux périodes d'épandages des fertilisants azotés de type I, type II et des digestats de méthanisation (10 pages) Page 10

8-2024-12-10-00003 - Arrêté n°2024-743 portant dérogation à l'obligation de couverture des sols en zones vulnérables pour l'automne et l'hiver 2024/2025 dans le département des Ardennes (8 pages) Page 21

Direction Interdépartementale des routes du Nord /

8-2024-12-11-00001 - T24-557AR Travaux commune de Lumes (6 pages) Page 30

Préfecture 08 / CABINET

8-2024-12-10-00004 - Arrêté n° 2024-783 portant renouvellement de la nomination du Dr Ruddy LEGROS en qualité de médecin agréé pour le contrôle de l'aptitude à la conduite exerçant en cabinet (2 pages) Page 37

8-2024-12-10-00005 - Arrêté n° 2024-784 portant renouvellement des formations spécialisées de la commission départementale de sécurité routière (4 pages) Page 40

8-2024-12-11-00003 - Arrêté portant modification d'autorisation provisoire d'utilisation d'un système de vidéoprotection dans un périmètre de surveillance ponctuel et défini - Caméra n°4 ville de Charleville-Mézières (4 pages) Page 45

Préfecture 08 / sidpc

8-2024-12-11-00004 - AP 2024-800 fin d'année 2024 (4 pages) Page 50

DDT 08

8-2024-12-10-00006

Arrêté préfectoral n°2024/689 portant
autorisation de pénétration dans les propriétés
privées afin de procéder au démontage partiel
de la clôture installée dans le cadre de la peste
porcine aviaire

Arrêté n° 2024 / 689

portant autorisation de pénétration dans les propriétés privées afin de procéder au démontage partiel de la clôture installée dans le cadre de la prévention de la peste porcine africaine

Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** la directive n°2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine ;
- Vu** la décision n°2003/422/CE de la Commission du 26 mai 2003 portant approbation du manuel de diagnostic de la peste porcine africaine ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le code général des collectivités locales ;
- Vu** le code pénal ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et des départements ;
- Vu** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** le décret n° 2020-1050 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;
- Vu** le plan national d'action pour prévenir l'introduction et la propagation de la peste porcine africaine ;
- Vu** l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer du 26 septembre 2022 nommant M. Christophe FRADIER directeur départemental des territoires des Ardennes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-21 du 23 janvier 2024 portant organisation de la direction départementale des territoires des Ardennes ;
- Vu** l'avis du CNOPSAV, en date du 31 mai 2023, confirmant que le maintien de la clôture visant à protéger le territoire français de la peste porcine africaine n'a plus d'intérêt sur le plan épidémiologique ;

Considérant que les travaux de dépose de clôtures grillagées pour la prévention de la peste porcine africaine dans la faune sauvage nécessitent d'autoriser l'entrée dans des propriétés privées situées dans les communes suivantes :

- Signy-Montlibert
- Margut
- Fromy
- Moiry
- Auflance
- Sapogne sur Marche
- Margny
- Linay
- Puilly et Charbeaux
- Les Deux Villes
- Carignan
- Matton et Clémency
- Pure
- Tremblois Lès Carignan
- Mogues
- Messincourt
- Escombres et le Chesnois
- Pouru aux bois
- Francheval
- Bazeilles

Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures pour que les personnes concernées n'éprouvent aucun empêchement de la part des propriétaires ou exploitants des terrains concernés par cette opération ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

Arrête

Article 1 : les employés de la société IDVERDE, AGENCE CHARLEVILLE, titulaire du marché de démontage, dont le siège social est situé Route de Belval, 08000 Warcq, ou les personnes déléguées par eux, dont les noms figurent en annexe 1, sont autorisés à pénétrer sur les propriétés privées, closes ou non, à l'exclusion des maisons d'habitation, situées dans le périmètre des communes concernées, pour y effectuer les travaux nécessaires au démontage.

Article 2 : les agents de la direction départementale des territoires (DDT), dont les noms figurent en annexe 2, sont également autorisés à pénétrer sur les propriétés privées, closes ou non, à l'exclusion des maisons d'habitation, situées dans le périmètre des communes concernées, pour y effectuer la supervision et le suivi des travaux nécessaires à la dépose de clôtures grillagées.

Article 3 : les références cadastrales des parcelles concernées et la carte d'implantation de la clôture figurent en annexe 3.

Article 4 : les maires concernés seront invités à apporter leur concours, et au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourraient donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

Article 5 : les employés de la société IDVERDE, AGENCE CHARLEVILLE, ou les personnes déléguées par eux, et les agents de la DDT devront être porteurs d'une copie du présent arrêté qui devra être présentée à toute réquisition.

Article 6 : la présente autorisation est délivrée pour la durée des travaux.

Article 7 : conformément aux dispositions prévues par la réglementation, le présent arrêté sera affiché dès sa notification sur les panneaux des mairies concernées pour toute la durée des travaux.

Article 8 : le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'État.

Charleville-Mézières, le

10 DEC. 2024

Le préfet

A blue ink signature, appearing to be 'AB', is written over the text 'Le préfet'.

Alain BUCQUET

Délais et voies de recours

Dans le délai de recours de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Ardennes – 1 place de la préfecture – BP 60002 08005 Charleville-Mézières CEDEX
- soit un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt – Hôtel de Villeroi – 78 rue de Varenne - 75349 PARIS SP 07
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne cedex ou par l'application Télé recours citoyens accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Annexe 1

Liste des employés de la société IDVERDE

- Patrick AUBERT
- Séverine BOCQUET
- Corentin BOULANGER
- Christophe bourgain
- Dylan COLLE
- Jean-Pol COLSON
- Dimitri DAUPHY
- Sylvère DECROUY
- Enzo DEMACON
- Frédéric DOCQ
- Manuel FREITAS PITA
- Léa GUERRIER
- Sébastien LAMBERT
- Olivier LAMPE
- Fabien LECLERCQ-LORSIGNOL
- Dylan LECLERE
- Frédéric MAGIN
- Rodolphe MEUNIER
- Maxime OGET
- Dominique PIERMEE
- Paul PIETREMENT
- Daniel REMY
- Aurélien THEETEN
- Max SERAC
- Bruno TIMLERIS
- Jérôme VALLEE
- Sébastien TISSERANT
- Clément VASSELIN
- Jason VERREAUX
- Rémi ZIMMER
- Medhi LEBERRARA
- Thiebaut NAGUET
- Niccolas CORNEZ

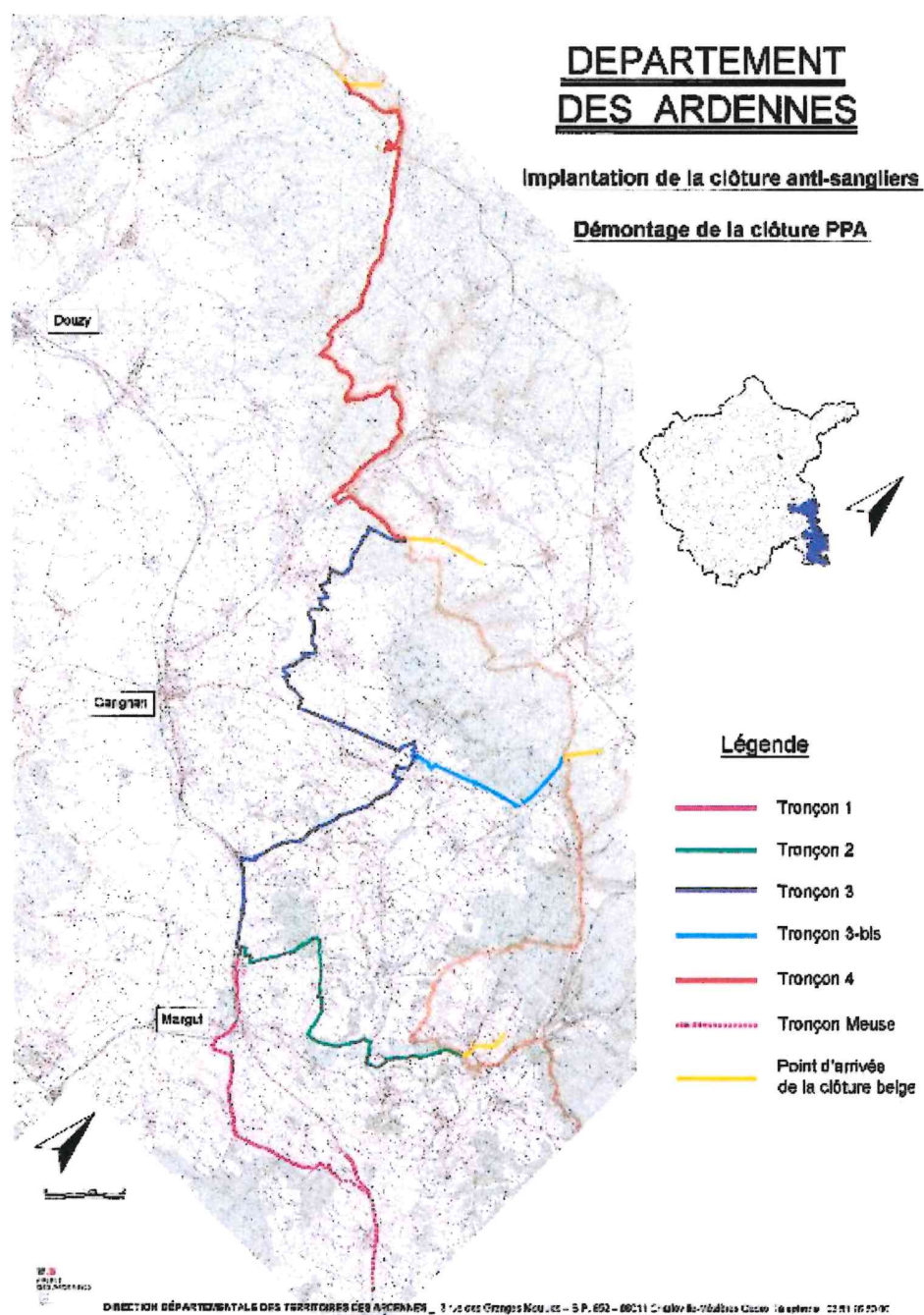
Annexe 2

Liste des agents de la direction départementale des territoires (DDT)

- Anne-Laure DELAPORTE, cheffe du service économie agricole et ruralité
- Justine JONON, adjointe à la cheffe de service économie agricole et ruralité
- Leslie MESOT, chargée d'études construction durable
- Dominique FERMINE, chargé d'études construction durable

Annexe 3

Carte d'implantation de la clôture



DDT 08

8-2024-12-10-00002

Arrêté n°2024-742 complémentaire à l'arrêté n°2024-639 portant dérogation aux périodes minimales d'interdiction d'épandages des fertilisants azotés de type II et des digestats de méthanisation sur les cultures de céréales d'automne et les couverts végétaux d'intercultures dans le département des Ardennes - Prolongation de la date aux périodes d'épandages des fertilisants azotés de type I, type II et des digestats de méthanisation

Arrêté préfectoral n° 2024 - 742
complémentaire à l'arrêté n°2024-639 du 28 octobre 2024 portant dérogation aux
périodes minimales d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés de type II et des
digestats de méthanisation sur les cultures de céréales d'automne et les couverts
végétaux d'inter-cultures dans le département des Ardennes
Prolongation de la date aux périodes d'épandages des fertilisants azotés
de type I, type II et des digestats de méthanisation

Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive européenne n°91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates » ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.212-1, L.216-3, R.122-17 à R.122-21 et R.211-80 à R.211-84 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et des départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n°2020-1050 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales des territoires ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer du 26 septembre 2022 nommant M. Christophe FRADIER directeur départemental des territoires des Ardennes ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021/491 du 31 août 2021 portant désignation des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin-Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021/601 du 28 octobre 2021 portant délimitation des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin-Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°IDF-2021-08-04-00005 du 4 août 2021 portant délimitation de la zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole sur le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu l'arrêté préfectoral n°IDF-2022-07-25-00001 du 25 juillet 2022 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/257 du 4 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-639 du 28 octobre 2024 portant dérogation aux périodes minimales d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés de type II et des digestats de méthanisation sur les cultures de céréales d'automne et les couverts végétaux d'intercultures dans le département des Ardennes ;

Vu la demande de la profession agricole en date du 15 novembre 2024 sollicitant la prolongation de l'arrêté préfectoral n°2024-639 portant dérogation aux périodes minimales d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés de type II et des digestats de méthanisation sur les cultures de céréales d'automne et les couverts végétaux d'intercultures dans le département des Ardennes ;

Considérant que l'article R. 211-81-5 du code de l'environnement prévoit que, dans le cas de situations exceptionnelles, en particulier climatiques, le préfet de département peut déroger temporairement aux mesures prévues aux 1°, 2°, 6° et 7° du I de l'article R. 211-81 des programmes d'actions national et régional après avoir pris l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que la déclinaison de la mesure 1° du I de l'article R. 211-81 en région Grand Est, telle que prévue par le programme d'actions national et le programme d'actions régional du Grand Est, implique notamment que les exploitants agricoles situés en zone vulnérable doivent respecter des périodes d'interdictions d'épandages des effluents de type I et II sur les cultures et couverts végétaux d'interculture ;

Considérant que les conditions météorologiques observées dans le département des Ardennes lors du premier semestre de l'année 2024 et du mois de septembre 2024 (fortes pluviométries) constituent une situation exceptionnelle, ne permettant pas de pénétrer dans des parcelles agricoles sans les endommager avec des engins pour les pratiques agricoles habituelles et envisagées (implantation de cultures d'automne ou d'intercultures, épandage des lisiers et fumiers...) ;

Considérant qu'il pourrait exister un risque de débordement des fosses de stockage des effluents si celles-ci ne sont pas vidées au moins partiellement ;

Considérant que dans ces conditions, il est préférable d'attendre que des conditions météorologiques favorables soient réunies pour réaliser l'épandage des effluents ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires des Ardennes ;

ARRÊTE

Article 1 : Périmètre d'application de la dérogation

Dans le département des Ardennes, il est dérogé temporairement aux dispositions des points 1 et 7 du I de l'article R. 211-81 du Code de l'Environnement. Les mesures du programme d'action nitrates faisant l'objet de la présente dérogation sont précisées à l'article 2.

Article 2 : Nature de la dérogation

L'objet de la dérogation porte sur les mesures suivantes :

Effluents de Type I :

- les épandages de fertilisants azotés de type I sur les cultures d'automne restent autorisés jusqu'au 15 décembre 2024 ;
- les épandages de fertilisants azotés de type I sur les couverts végétaux d'intercultures longues restent autorisés jusqu'au 15 décembre 2024.

Effluents de Type II et les digestats :

- les épandages de fertilisants azotés de type II, y compris les digestats de méthanisation sur les cultures d'automne restent autorisés jusqu'au 15 décembre 2024 ;
- les épandages de fertilisants azotés de type II, y compris les digestats de méthanisation sur les couverts végétaux d'inter-cultures restent autorisés 15 décembre 2024 ;

Article 3 : Limites de la dérogation

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas les exploitants de respecter les autres dispositions réglementaires en vigueur relatives aux dispositions des arrêtés sus-visés constituant le programme d'actions Nitrates en vigueur, la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, les zones d'actions renforcées (ZAR), les prescriptions définies dans les arrêtés de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de captage d'eau potable et particulièrement les périmètres de protection rapprochée des captages, etc

Article 4 : Mise en œuvre de la dérogation

Les pratiques mises en œuvre en application de la présente dérogation sont nécessairement inscrites par l'exploitant dans son cahier d'enregistrement des pratiques.

Les exploitants souhaitant mettre en œuvre cette dérogation peuvent également, dans une logique de traçabilité des démarches entreprises, et à l'appui du présent arrêté de dérogation, les déclarer au préalable, et par écrit, auprès de la direction départementale des territoires des Ardennes, de préférence par courriel (ddt-police-eau@ardennes.gouv.fr) à l'aide du formulaire-type annexé au présent arrêté qui n'appelle pas de réponse de la part de l'administration.

Article 5 : Information

Conformément à l'article R. 211-81-5 du code de l'environnement, la mise en œuvre effective de l'adaptation aux règles de gestion des intercultures longues fait l'objet d'une information des ministres chargés de l'agriculture et de l'environnement, ainsi que de la Préfecture de Région.

Article 6 : Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.


Article 7 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le Directeur départemental des territoires des Ardennes, la cheffe du service départemental de l'office français de la

biodiversité et tous les agents assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le 10 DEC. 2024

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Joël DUBREUIL

Délais et voies de recours

Dans le délai de recours de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Ardennes – 1 place de la préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières CEDEX
- soit un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques – 246, Boulevard Saint-Germain – 75007 PARIS
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet : www.telerecours.fr

DECLARATION DE DEROGATION AUX DATES D'INTERDICTION D'EPANDAGE EN ZONES VULNERABLES DANS LE DEPARTEMENT DES ARDENNES

En application de l'arrêté n°2024-639 du 28 octobre 2024 et de l'arrêté complémentaire n° 2024- du décembre 2024

Je soussigné (e) _____
Nom et prénom du gérant : _____
Raison sociale : _____
Commune du siège de l'exploitation : _____
N° PACAGE : _ _ _ _ _

atteste que les épisodes successifs pluvieux depuis septembre 2024 ont :

- ☐ détrempé excessivement les sols,
- ☐ rendu des parcelles impraticables,
- ☐ lessivé certains semis.

Ces événements ne m'ont pas permis de respecter certaines obligations qui incombent au titre de la directive nitrates pour la campagne 2024/2025.

Pour ces raisons, je déclare bénéficier de la

- ☐ dérogation aux dates d'interdiction d'épandage des effluents de type I en zones vulnérables
- ☐ dérogation aux dates d'interdiction d'épandage des effluents de type II en zones vulnérables
- ☐ dérogation aux dates d'interdiction d'épandage des effluents de type digestats en zones vulnérables

J'apporte les éléments circonstanciés et justifiés détaillant l'événement et ses conséquences sur mon exploitation (*notamment photos géolocalisées des surfaces impactées*), ainsi qu'une explication de l'impossibilité technique ou agronomique de respecter les obligations afférentes aux aides PAC en annexe 1, et je fournis des photos géolocalisées et toute pièce permettant de justifier la situation en annexe 2.

J'atteste que je n'ai pas de solutions alternatives réalisables pour respecter les dates d'interdictions d'épandage des effluents de type I, type II ou digestats en zones vulnérables dans le département des Ardennes.

Je déclare avoir pris connaissance des autres dispositions réglementaires applicables au titre du programme d'action nitrates et, le cas échéant, des périmètres de protection des captages AEP, de la réglementation ICPE, ZAR, ... et je m'engage à les respecter.

Je suis informé :

Les pratiques mises en œuvre en application de la présente dérogation sont inscrites par l'exploitant dans son cahier d'enregistrement des pratiques.

- une déclaration de dérogation peut intervenir avant toute annonce de contrôle ;

- en cas de contrôle, je dois informer le contrôleur de ma déclaration de dérogation, sur présentation du cahier d'enregistrement des pratiques, ou le cas échéant par la déclaration transmise à l'administration.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements figurant sur la présente déclaration.

Fait en 2 exemplaires, le

Signature du gérant :

Un exemplaire à retourner au plus tard **31 décembre 2024** à :
DDT des Ardennes – Service Eau et risques
3 rue des granges moulues, 08011 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX
ou par courriel à : ddt-police-eau@ardennes.gouv.fr

ANNEXE 1 : Surfaces concernées par la déclaration de dérogation (épandage)

N° ilot	N° Parcelle	Surface concernée	Date d'épandage	Volume épandu	Type effluents

Je décris ci-dessous les raisons techniques et/ou agronomiques de la récolte tardive, et j'apporte, le cas échéant, des justificatifs (éventuellement fournis par des tiers) :

This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue or grey ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There is no handwriting or other markings on the paper.

ANNEXE n°2 : Photographies géolocalisées et autres pièces justificatives

Bien légender les photos pour indiquer la parcelle photographiée (ou à préciser dans le titre de la photo en cas de transmission en PJ par mail)

Il est nécessaire de transmettre a minima une photo par parcelle présentée à la déclaration de dérogation.

DDT 08

8-2024-12-10-00003

Arrêté n°2024-743 portant dérogation à
l'obligation de couverture des sols en zones
vulnérables pour l'automne et l'hiver 2024/2025
dans le département des Ardennes



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Arrêté préfectoral n°2024 - 743

portant dérogation à l'obligation de couverture des sols en zones vulnérables pour l'automne et l'hiver 2024/2025 dans le département des Ardennes

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu la directive européenne n°91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates » ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.212-1, L.216-3, R.122-17 à R.122-21 et R.211-80 à R.211-84 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et des départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n°2020-1050 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales des territoires ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer du 26 septembre 2022 nommant M. Christophe FRADIER directeur départemental des territoires des Ardennes ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021/491 du 31 août 2021 portant désignation des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin-Meuse,

Vu l'arrêté préfectoral n°2021/601 du 28 octobre 2021 portant délimitation des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin-Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°IDF-2021-08-04-00005 du 4 août 2021 portant délimitation de la zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole sur le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu l'arrêté préfectoral n°IDF-2022-07-25-00001 du 25 juillet 2022 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/257 du 4 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est ;

Vu la demande des représentants de la profession agricole ;

Considérant que l'article R. 211-81-5 du code de l'environnement prévoit que, dans le cas de situations exceptionnelles, en particulier climatiques, le préfet de département peut déroger temporairement aux mesures prévues aux 1°, 2°, 6° et 7° du I de l'article R. 211-81 des programmes d'actions national et régional après avoir pris l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que la déclinaison de la mesure 7° du I de l'article R. 211-81 en région Grand Est, telle que prévue par le programme d'actions national et le programme d'actions régional du Grand Est, implique notamment que les exploitants agricoles situés en zone vulnérable assurent une couverture des sols pendant une durée minimale de deux mois en interculture longue, notamment par l'implantation d'un couvert végétal d'interculture non exporté (CINE) ;

Considérant que l'article 10 du 7^{ème} PAR précise que tout couvert d'interculture (CIE, CINE et CIVE) doit être implanté dès que possible et au plus tard le 30 septembre ;

Considérant que les conditions météorologiques exceptionnelles observées dans le département des Ardennes lors du premier semestre de l'année 2024 et du mois de septembre 2024 (fortes pluviométries) constituent une situation exceptionnelle, ne permettant pas de pénétrer dans des parcelles agricoles sans les endommager avec des engins pour les pratiques agricoles habituelles et envisagées (implantation de cultures d'automne ou d'intercultures, épandage des lisiers et fumiers, ...) ;

Considérant que les semis d'un couvert végétal d'interculture non exporté (CINE) seront désormais sans effet significatif sur le piégeage des nitrates dans le sol, et que pour certaines cultures devant être implantées en automne la période d'accès aux parcelles est désormais trop tardive pour une bonne implantation ;

Considérant en l'espèce, qu'il y a lieu d'adapter temporairement l'obligation de maintien d'une couverture végétale en interculture longue ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires des Ardennes ;

ARRÊTE

Article 1 : Périmètre d'application de la dérogation

Dans le département des Ardennes, il est dérogé temporairement aux dispositions des points 1 et 7 du I de l'article R.211-81 du Code de l'Environnement. Les mesures du programme d'action nitrates faisant l'objet de la présente dérogation est précisée à l'article 2.

Article 2 : Nature de la dérogation

L'objet de la dérogation porte sur les mesures suivantes :

Les exigences relatives au maintien d'une quantité minimale de couverture végétale au cours des périodes pluvieuses destinée à absorber l'azote du sol prévues au point 7 du I de l'article R. 211-81 du code de l'Environnement ne sont pas obligatoires dans le cas d'une interculture longue, suite à la récolte 2024, dès lors que sont établies à l'échelle de la parcelle, d'une part, l'impossibilité d'implanter une couverture végétale, et d'autre part, l'absence de solutions alternatives.

Article 3 : Mise en œuvre de la dérogation

Les pratiques mises en œuvre en application de la présente dérogation sont nécessairement inscrites par l'exploitant dans son cahier d'enregistrement des pratiques.

Les exploitants souhaitant mettre en œuvre cette dérogation peuvent également, dans une logique de traçabilité des démarches entreprises, et à l'appui du présent arrêté de dérogation, les déclarer au préalable, et par écrit, auprès de la direction départementale des territoires des Ardennes, de préférence par courriel (ddt-police-eau@ardennes.gouv.fr) à l'aide du formulaire-type annexé au présent arrêté qui n'appelle pas de réponse de la part de l'administration.

Article 4 : Limites de la dérogation

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas les exploitants de respecter les autres dispositions réglementaires en vigueur relatives aux dispositions des arrêtés sus-visés constituant le programme d'actions Nitrates en vigueur, la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, les prescriptions définies dans les arrêtés de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de captage d'eau potable, etc

Article 5 : Information

Conformément à l'article R. 211-81-5 du code de l'environnement, la mise en œuvre effective de l'adaptation aux règles de gestions des intercultures longues fait l'objet d'une information des ministres chargés de l'agriculture et de l'environnement, ainsi que du préfet de Région.


Article 6 : Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes, et sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur départemental des territoires des Ardennes, la cheffe du service départemental de l'office français de la biodiversité et tous les agents assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le 10 DEC. 2024
le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Joël DUBREUIL

**DECLARATION DE DEROGATION A L'OBLIGATION DE COUVERTURE
DES SOLS DANS LE DEPARTEMENT DES ARDENNES EN APPLICATION
DE L'ARRETE N°2024- du DECEMBRE 2024**

Je soussigné (e) _____
Nom et prénom du gérant : _____
Raison sociale : _____
Commune du siège de l'exploitation : _____
N° PACAGE : _ _ _ _ _

atteste que les épisodes successifs pluvieux depuis septembre 2024 ont :

- ☐ détrempé excessivement les sols,
- ☐ rendu des parcelles impraticables,
- ☐ lessivé certains semis.

Ces événements ne m'ont pas permis de respecter certaines obligations qui incombent au titre de la directive nitrates pour la campagne 2024/2025. car ils ont :

- ☐ retardé les récoltes de certaines cultures en place,
- ☐ empêché l'implantation de couverts hivernaux.

Pour ces raisons, comme prévu, je déclare bénéficier de la

- ☐ dérogation à l'obligation de couverture des sols en zones vulnérables dans le département des Ardennes

J'apporte les éléments circonstanciés et justifiés détaillant l'événement et ses conséquences sur mon exploitation (*notamment photos géolocalisées des surfaces impactées*), ainsi qu'une explication de l'impossibilité technique ou agronomique de respecter les obligations afférentes aux aides PAC en annexe 1, et je fournis des photos géolocalisées et toute pièce permettant de justifier la situation en annexe 2.

- ☐ J'atteste que je n'ai pas de solutions alternatives réalisables pour respecter les obligations liées à l'obligation de couverture des sols en zones vulnérables dans le département des Ardennes.

Je déclare avoir pris connaissance des autres dispositions réglementaires applicables au titre du programme d'action nitrates et, le cas échéant, des périmètres de protection des captages AEP, de la réglementation ICPE,... et je m'engage à les respecter.

Délais et voies de recours

Dans le délai de recours de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Ardennes – 1 place de la préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières CEDEX
- soit un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des risques – 246, Boulevard Saint-Germain – 75007 PARIS
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet :

www.telerecours.fr

Je suis informé :

Les pratiques mises en œuvre en application de la présente dérogation sont inscrites par l'exploitant dans son cahier d'enregistrement des pratiques 2024/2025 ;

- une déclaration de dérogation peut intervenir avant toute annonce de contrôle ;
- en cas de contrôle au titre de la BCAE 6, je dois informer le contrôleur de ma déclaration de dérogation, sur présentation du cahier d'enregistrement des pratiques, ou le cas échéant par la déclaration transmise à l'administration.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements figurant sur la présente déclaration.

Fait en 2 exemplaires, le

Signature du gérant :

Un exemplaire à retourner au plus tard **31 décembre 2024** à :
DDT des Ardennes – Service Eau et risques
3 rue des granges mouluës, 08011 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX
ou par courriel à : ddt-police-eau@ardennes.gouv.fr

ANNEXE 1 : Surfaces concernées par la déclaration de dérogations

N° Parcelle	Culture précédente	Date de récolte de la culture précédente	Culture qui aurait dû être implantée : - couvert hivernal - culture dérobée - autre culture envisagée (en précisant la culture envisagée)	Surface concernée (en ha)	Obstacles au couvert hivernal 1 – sols gorgés d'eau ou inondés 2 – matériel non adapté 3 – parcelles difficiles d'accès (fond de vallée par ex.) 4 – autres : <u>à préciser</u>	État du couvert actuel : semé mais détruit par les intempéries, semis retardé, semis annulé, sol nu,...	Observations

Je décris ci-dessous les raisons techniques et/ou agronomiques de la récolte tardive, et j'apporte, le cas échéant, des justificatifs (éventuellement fournis par des tiers) :

Je décris ci-dessous les raisons techniques et/ou agronomiques de l'absence de semis ou de nouveau semis suite à une non levée ou à une culture lessivée, et j'apporte, le cas échéant, des justificatifs (éventuellement fournis par des tiers)

ANNEXE n°2 : Photographies géolocalisées et autres pièces justificatives

Bien légender les photos pour indiquer la parcelle photographiée (ou à préciser dans le titre de la photo en cas de transmission en PJ par mail)

Il est nécessaire de transmettre a minima une photo par parcelle présentée à la déclaration de dérogation.

Direction Interdépartementale des routes du
Nord

8-2024-12-11-00001

T24-557AR Travaux commune de Lumes

ARRETE

**Département des Ardennes – A34 – Travaux d'aménagement de voirie de la commune de Lumes
– Fermeture de Bretelles – Commune de Lumes.**

Arrêté n° T24-557AR

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 411-8, R 411-18, R 411-28, R 432-7,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le décret 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et Départements,

Vu le décret du 03 novembre 2021 du président de la République nommant Monsieur Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, modifié par des arrêtés subséquents,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 avril 2024 portant délégation de signature de Monsieur le Préfet du département des Ardennes à Madame Nathalie DEGRYSE, Directrice Interdépartementale des Routes Nord,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2024 portant délégation de signature de Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord à ses subordonnés,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté du 06 novembre 1992 modifié par des arrêtés subséquents,

Vu la note du 02 février 2024 de Madame la Directrice déléguée auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires fixant le calendrier 2024 et janvier 2025 des jours « hors chantiers »,

Vu la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national abrogeant la circulaire n°96-14 du 06 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

Vu la demande en date du 12/11/2024, par laquelle Monsieur le maire de la commune de LUMES fait connaître qu'il est indispensable de réglementer la circulation sur l'autoroute A34, dans le sens Sedan / Charleville,

Considérant qu'il s'agit d'un chantier non « courant » au sens de la note technique du 14 avril 2016,
Sur proposition de Monsieur le Chef de centre de Charleville,

ARRÊTE

ARTICLE 1:

Des restrictions de circulation seront appliquées jour et nuit, sur l'A34, du lundi 16 décembre 2024 à 7h00 au vendredi 20 décembre 2024 à 17h00, pour permettre la réalisation des travaux susmentionnés et de garantir la sécurité des usagers et du personnel intervenant.

ARTICLE 2:

Les restrictions consistent en :

- **Du lundi 16 décembre 2024 à 07h00 au vendredi 20 décembre 2024 à 17h00 → fermeture de la bretelle 1 de l'échangeur 34-07 (Lumes) au PR 27+0235 (sortie Lumes en venant de Sedan),**

Pour pallier cette fermeture, la déviation suivante sera mise en place :

➔ Fermeture de la bretelle 1, de l'échangeur 34-07 (sortie Lumes)

- Continuer sur l'A34,
- Sortir à l'échangeur 34-08 (Villers-Semeuse) puis reprendre la bretelle 5 de l'A34 en direction de Sedan,
- Continuer sur l'A34,
- Sortir à l'échangeur 34-07 (Lumes),
- Fin de déviation

ARTICLE 3:

La signalisation temporaire est conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment la 8^e partie « signalisation temporaire » approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié et conforme aux recommandations du SETRA pour la partie française.

La pose, la maintenance et la dépose de l'ensemble des dispositifs de signalisation temporaire seront assurées par le CEI de Charleville.

Les travaux seront réalisés par l'entreprise COLAS.

Pour tout événement inhérent à la circulation au droit de l'opération, le Centre d'Information et de Gestion du Trafic (CIGT) de Reims devra être informé. Le CIGT est joignable au **03 26 85 15 08**.

Le District Reims-Ardenne est le gestionnaire de la voie.

ARTICLE 4:

L'interdistance entre ce chantier et d'autres chantiers « courants » pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 :

Les dispositions du présent arrêté prennent effet dès mise en place de la signalisation temporaire.
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes.

ARTICLE 6 :

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 7 :

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

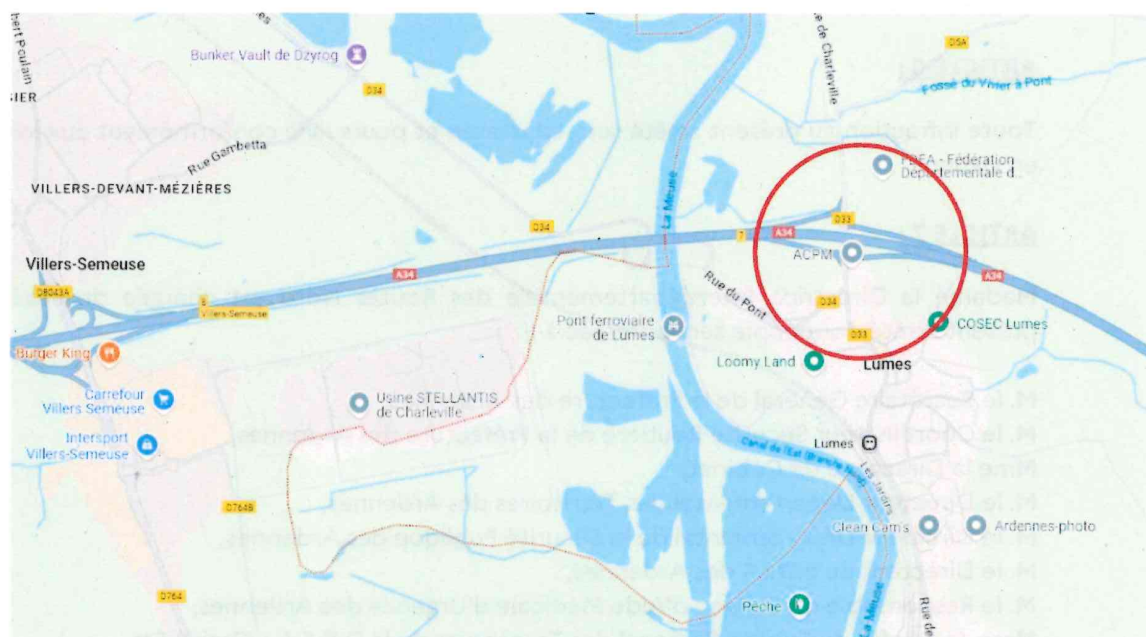
M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,
M. le Coordinateur Sécurité Routière de la Préfecture des Ardennes,
Mme la Directrice de Cabinet,
M. le Directeur Départemental des Territoires des Ardennes,
M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Ardennes,
M. le Directeur du S.D.I.S des Ardennes,
M. le Responsable du Service d'Aide Médicale d'Urgence des Ardennes,
Mme la Cheffe du Service Régional des Transports de la D.R.E.A.L Grand-Est,
M. les Présidents des Syndicats de Transporteurs,
M. le Président du Conseil Départemental des Ardennes,
M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
Mme la Cheffe de l'Arrondissement de Gestion de la Route Est – DIR Nord,
M. le Chef du CIGT de Reims – DIR Nord,
M. le Chef du CIGT de Lille – DIR Nord,
M. le Chef de District Reims-Ardennes – DIR Nord,
M. le Chef du CEI de Charleville-Mézières – DIR Nord,
MM. les Maires de Lumes, Villers-Semeuse
DIRN/SPT/CPR.

**À Reims, le 11 décembre 2024,
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice de la DIR Nord,
Pour la Directrice et par délégation,
La cheffe de l'AGR Est de Reims,**

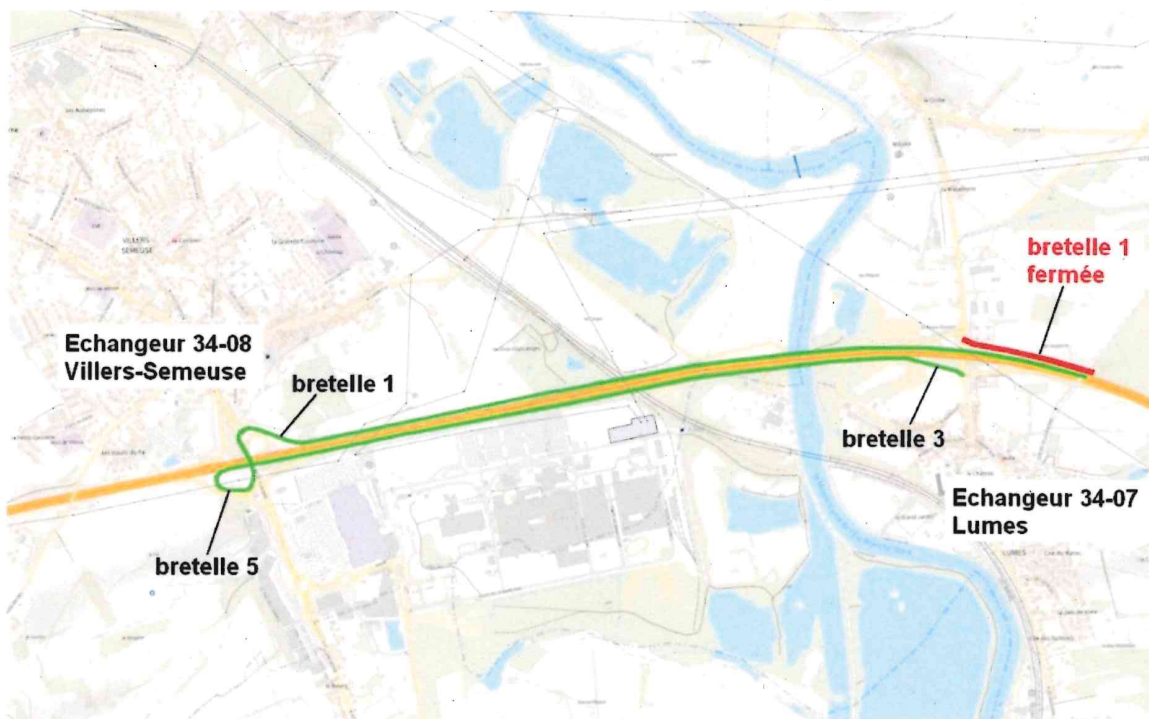


Solveig MASSE

Annexe 1 : plan de situation des travaux



Annexe 2 : plan de déviation



Préfecture 08

8-2024-12-10-00004

Arrêté n° 2024-783 portant renouvellement de la
nomination du Dr Ruddy LEGROS en qualité de
médecin agréé pour le contrôle de l'aptitude à la
conduite exerçant en cabinet



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet

Direction des sécurités

*Bureau sécurité intérieure, radicalisation,
sécurité routière*

Pôle sécurité routière

Arrêté n° 2024-783

**portant renouvellement de la nomination du Dr. Ruddy LEGROS en qualité de médecin
agréé pour le contrôle médical de l'aptitude à la conduite
exerçant en cabinet**

Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la route ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2012-886 du 17 juillet 2012 relatif au contrôle médical de l'aptitude à la conduite ;

VU le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 modifié fixant à compter du 19 janvier 2013 les conditions d'établissement de délivrance et de validité du permis de conduire ;

VU l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite ;

VU l'arrêté ministériel du 28 mars 2022 fixant la liste des affections médicales incompatibles ou compatibles avec ou sans aménagements ou restrictions pour l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance du permis de conduire de validité limitée ;

VU la circulaire ministérielle du 3 août 2012 relative à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs et des candidats au permis de conduire ;

1, place de la préfecture BP 60002 – 08005 CHARLEVILLE-MEZIERES CEDEX

Standard: 03 24 59 66 00 – @: prefecture@ardennes.gouv.fr

Les jours et heures d'accueil du public sont consultables sur le site des services de l'État : www.ardennes.gouv.fr

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-519 du 10 décembre 2019 portant nomination du Dr. Ruddy LEGROS en qualité de médecin agréé pour le contrôle médical de l'aptitude à la conduite exerçant en cabinet ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-677 du 14 novembre 2024 portant délégation de signature à Mme Laetitia KULIS, directrice de cabinet de la préfecture des Ardennes ;

VU l'attestation de suivi de formation continue en date du 30 avril 2024 présentée par le Dr. Ruddy LEGROS ;

ARRETE

Article 1er – L'agrément du docteur Ruddy LEGROS, dont le cabinet médical est situé rue Pierre Latecoere – 08300 RETHEL, est renouvelé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 10 décembre 2029, en qualité de médecin de ville chargé de réaliser le contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

Article 2 - Le médecin :

- doit se récuser si la personne à examiner est l'un de ses patients ;
- peut prescrire des examens complémentaires ou solliciter l'avis de professionnels de santé ;
- émet des avis d'aptitude, d'aptitude assortie de restrictions d'utilisation du permis et des avis d'inaptitude ;
- peut demander au préfet de convoquer la personne examinée devant la commission médicale primaire.

Article 3 - L'activité du médecin agréé par le présent arrêté ne pourra se prolonger au-delà de l'âge de soixante quinze ans.

Article 4 - Le renouvellement de l'agrément suppose le dépôt d'une nouvelle demande et le suivi de la formation continue, à l'initiative de l'intéressé. Le médecin agréé par le présent arrêté devra suivre une session de **formation continue avant le 30 avril 2029**.

Article 4 - La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au médecin intéressé, au médecin inspecteur régional de santé publique, au président de l'ordre des médecins et aux sous-préfets de Rethel, Sedan et Vouziers et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes.

Fait à Charleville-Mézières, le 10 DEC. 2024

P/le préfet et par délégation,
La directrice de cabinet,

Laetitia KULIS

Préfecture 08

8-2024-12-10-00005

Arrêté n° 2024-784 portant renouvellement des
formations spécialisées de la commission
départementale de sécurité routière



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Cabinet
Direction des sécurités
Bureau sécurité intérieure, radicalisation,
sécurité routière
Pôle sécurité routière*

Arrêté n° 2024-784

**portant renouvellement des formations spécialisées
de la commission départementale de la sécurité routière**

**Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de la route et notamment ses articles R.411-10 à R.411-12 ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992, modifié, portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives et notamment son article 31 ;

VU le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET, en qualité de préfet des Ardennes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-620 du 8 décembre 2021 portant renouvellement des formations spécialisées de la commission départementale de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-677 du 14 novembre 2024 donnant délégation de signature à Mme Laetitia KULIS, directrice de cabinet ;

CONSIDÉRANT que le mandat des membres de la commission est arrivé à expiration ;

SUR proposition de la directrice de cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} – La commission départementale de la sécurité routière, dont les membres sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable, est consultée préalablement à toute décision prise en matière :

- d'autorisation d'organisation d'épreuves ou compétitions sportives dont la délivrance relève de la compétence du préfet ;
- d'agrément des gardiens et des installations de fourrières.

1, place de la préfecture BP 60002 – 08005 CHARLEVILLE-MEZIERES CEDEX

Standard: 03 24 59 66 00 – @: prefecture@ardennes.gouv.fr

Les jours et heures d'accueil du public sont consultables sur le site des services de l'État : www.ardennes.gouv.fr

Elle peut également être consultée sur tout autre sujet relatif à la sécurité routière (alinéa II de l'article R.411.10).

Article 2 – La commission départementale de la sécurité routière est composée comme suit :

Formation spécialisée en matière d'autorisation d'organisation d'épreuves ou compétitions sportives

Président : le préfet ou son représentant

Représentant des services de l'Etat :

- le commandant du groupement de gendarmerie ou son représentant ;
- la directrice départementale de la police nationale ou son représentant ;
- la directrice des services départementaux de l'éducation nationale ou son représentant ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant.

Élus départementaux :

- M. Renaud Averly, conseiller départemental, titulaire ;
- M. Michel Normand, conseiller départemental, suppléant.

Élus communaux :

- M. Jean-Yves Lagneaux, maire de Regniowez, titulaire ;
- Mme Catherine Joly, maire de Monthermé, suppléante.

Organisations professionnelles et fédérations sportives :

- un représentant départemental de la fédération française du sport automobile ;
- un représentant départemental de la fédération française du sport motocycliste ;
- un représentant départemental de la fédération française de cyclisme ;
- un représentant départemental de la fédération française d'athlétisme.

Associations d'usagers :

- un représentant de l'association Ma Ville à Vélo 08,
- un représentant du comité départemental de la prévention routière.

Membres associés :

- les maires des communes concernées ;
- toutes personnes qualifiées compte tenu de l'ordre du jour.

Formation spécialisée en matière d'agrément et des installations de fourrière

Président : le préfet ou son représentant

Représentant des services de l'État :

- le commandant du groupement de gendarmerie ou son représentant ;
- la directrice départementale de la police nationale ou son représentant ;
- le directeur départemental des territoires ou son représentant.

Élus départementaux :

- M. Renaud Averly, conseiller départemental, titulaire ;
- M. Michel Normand, conseiller départemental, suppléant.

Élus communaux :

- M. Jean-Yves Lagneaux, maire de Regniowez, titulaire ;
- Mme Catherine Joly, maire de Monthermé, suppléante.

Organisations professionnelles et fédérations sportives :

- un représentant départemental de la fédération française du sport automobile ;
- un représentant de l'organisation patronale MOBILIANS.

Associations d'usagers :

- un représentant du comité départemental de la prévention routière ou son suppléant

Pour l'exercice des compétences consultatives mentionnées au II de l'article R. 411-10, le président de la commission pourra associer à ses travaux des représentants des gestionnaires des voies concernées.

Le secrétariat est assuré par les services de la préfecture (Services du Cabinet – Pôle Sécurité Routière).

Article 3 – la directrice de cabinet,
les sous-préfets de Rethel, Sedan, Vouziers,
les membres de la commission départementale de la sécurité routière,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Charleville-Mézières, le 10 DEC. 2024

P/le préfet et par délégation,
La directrice de cabinet,

Lætitia KULIS



VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet des Ardennes - 1 place de la Préfecture - BP 60002 - 08005 Charleville-Mézières Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur - Place Beauvau - 75800 Paris ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Joindre à l'appui des recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document jugé utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Préfecture 08

8-2024-12-11-00003

Arrêté portant modification d'autorisation
provisoire d'utilisation d'un système de
vidéoprotection dans un périmètre de
surveillance ponctuel et défini - Caméra n°4 ville
de Charleville-Mézières



Arrêté n°2024-799 portant modification d'autorisation provisoire d'utilisation d'un système de vidéoprotection dans un périmètre de surveillance ponctuel et défini

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1, L.613-13 et R.251-1 à R.253-4 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et les Départements ;

VU le décret du Président de la République du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

VU l'arrêté n°2024-677 du 14 novembre 2024 donnant délégation de signature à Mme Lætitia KULIS, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfecture des Ardennes ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2024 portant modification d'exploitation d'un système de vidéoprotection pour la commune de Charleville-Mézières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-768 du 3 décembre 2024 portant modification d'autorisation provisoire d'utilisation d'un système de vidéoprotection dans un périmètre de surveillance ponctuel et défini ;

VU la demande du 11 décembre 2024 déposée par le maire de Charleville-Mézières sollicitant l'utilisation de la caméra mobile n°4 pour exercer une surveillance sur le mat d'éclairage situé face au 42 avenue Léon Dehuz du mardi 17 décembre 2024 à 8h30 jusqu'au mercredi 8 janvier 2025 à 8h30 ;

CONSIDÉRANT que ladite caméra a été autorisée par l'arrêté du 22 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT la régularité des événements et les faits de délinquance dans les quartiers ciblés par le maire de Charleville-Mézières ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prévenir tout risque de trouble à l'ordre public par des mesures adaptées limitées dans le temps ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le Maire de Charleville-Mézières est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre un système de vidéoprotection composé de la caméra nomade n°4 visionnant la voie publique dans les conditions suivantes :

- du mardi 17 décembre 2024 à 8h30 jusqu'au mercredi 8 janvier 2025 à 8h30 sur le mat d'éclairage situé face au 42 avenue Léon Dehuz, motif : trafic de stupéfiants.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, secours à personnes-défense contre l'incendie, protection des bâtiments publics, régulation du trafic routier, prévention d'actes terroristes, prévention du trafic de stupéfiants, constatation des infractions aux règles de la circulation, constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé, dans le lieu cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée.

Article 3 : Toute personne filmée peut exercer un droit d'accès aux images la concernant auprès du chef de la Police Municipale de Charleville-Mézières.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

Article 5 : **Le responsable de la mise en œuvre du système** devra se porter **garant** des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la **confidentialité** des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : Les agents de la police nationale dûment habilités et désignés en application de l'article R 252-12 du code de la sécurité intérieure, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1^{er}.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions du livre II du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : La présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du livre II du code de la sécurité intérieure, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Conformément aux dispositions de l'article L 254-1 du code de la sécurité intérieure, le fait d'installer un système de vidéoprotection ou de le maintenir sans autorisation, de procéder à des enregistrements de vidéoprotection sans autorisation, de ne pas les détruire dans le délai prévu, de les falsifier, d'entraver l'action de la commission départementale ou de la commission nationale de l'informatique et des libertés, de faire accéder des personnes non habilitées

aux images ou d'utiliser ces images à d'autres fins que celles pour lesquelles elles sont autorisées est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L. 1121-1, L. 1221-9, L. 1222-4 et L. 2323-32 du code du travail.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure susvisé. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal).

Article 9 : L'arrêté préfectoral n° 2024-768 du 3 décembre 2024 portant modification d'autorisation provisoire d'utilisation d'un système de vidéoprotection dans un périmètre de surveillance ponctuel et défini est abrogé.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Ardennes et des services déconcentrés de l'État. Une copie sera adressée au Maire de Charleville-Mézières, à la Directrice départementale de la police nationale des Ardennes et sans délai, à la Présidente de la commission départementale de vidéoprotection.

Charleville-Mézières, le 11 DEC. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice de cabinet,

Laetitia KULIS

Délais et voies de recours :

Dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet des Ardennes - 1 place de la Préfecture - BP 60002 - 08005 Charleville-Mézières Cedex;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur - Place Beauvau - 75800 Paris;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture 08

8-2024-12-11-00004

AP 2024-800 fin d'année 2024



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du Cabinet
Direction des sécurités
Bureau gestion de crise,
défense et sécurité nationale

Arrêté n° 2024-800

réglementant temporairement la vente, l'utilisation, le port et le transport des artifices de divertissement et articles pyrotechniques ; ainsi que la distribution, la vente et l'achat à emporter d'acides et de carburants aux particuliers, et leur transport sur la voie publique à l'occasion des festivités de la fin d'année 2024

***Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques***

VU la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

VU la directive 2014/28/UE du parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

VU le code pénal ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.557-6-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2542-2 et suivants ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

VU le décret du 3 novembre 2021 portant nomination de M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

VU l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L557-10-1 et R557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

VU l'arrêté n°2024-677 du 14 novembre 2024 portant délégation de signature à Mme Laetitia KULIS, sous-préfète, directrice de Cabinet ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

Considérant la pratique dans le département des Ardennes de l'usage à vocation festive des artifices de divertissement à l'occasion des festivités et célébrations nationales ;

Considérant qu'il convient de circonscrire la circulation des articles d'artifices sur le territoire ;

Considérant que l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques a pour conséquence de générer des attroupements significatifs de personnes, que ceux-ci résultent de l'intérêt présenté par certains badauds présents sur la voie publique ou de la constitution de phénomènes de bandes ;

Considérant le risque de dégradation ou destruction par incendie de biens mobiliers ou immobiliers du fait ou à l'aide d'articles pyrotechniques durant la période précitée ; que la totalité du territoire du département est susceptible d'être concernée par des risques graves de troubles à l'ordre public, que dès lors, les mesures à adopter ne peuvent être limitées à un seul périmètre ; que les présentes mesures de limitations temporaires s'en trouvent alors justifiées ;

Considérant en outre que l'utilisation détournée des artifices de divertissement contribue aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

Considérant l'utilisation récurrente depuis plusieurs années, par des individus isolés ou en réunion, de produits incendiaires contre les forces de l'ordre et les services publics, en particulier lors des festivités nationales ;

Considérant également que l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et mouvements de panique ; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant ainsi d'accroître le nombre de victimes ;

Considérant qu'il résulte des éléments décrits ci-dessus un risque élevé de troubles graves à l'ordre public , que dans ces circonstances la limitation temporaire de l'achat, de la vente au détail, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement afin de prévenir leur usage détourné apparaît le moyen le plus adapté ;

Sur proposition de Mme la directrice de cabinet ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement de catégorie F2 et F3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé et annexée au présent arrêté sont interdits du jeudi 12 décembre 2024 à 08h00 au jeudi 2 janvier 2025 à minuit sur la voie publique ou en direction de l'espace public, dans la totalité du département des Ardennes.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 1^{er} ne s'appliquent pas :

- aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique déclaré tel que défini par l'article 2 du décret n°2021-580 du 31 mai 2010.
- aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré ou autorisé par le maire de la commune.

Article 3 :

Sont interdits sur l'ensemble du domaine public et des voies publiques du département, du jeudi 12 décembre 2024 à 08h00 au jeudi 2 janvier 2025 à minuit la distribution, la vente et l'achat à emporter d'acides et de carburants aux particuliers, ainsi que leur transport.

Article 4 :

Les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues par les dispositions répressives susvisées.

Article 5 :


Une copie du présent arrêté sera adressée à tous les maires du département des Ardennes qui seront chargés de le faire afficher en mairie et lieux habituels réservés à cet effet.

Article 6 :

Les sous-préfets des arrondissements de Charleville-Mézières, Rethel, Sedan et Vouziers, la directrice départementale de la police nationale des Ardennes, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie des Ardennes, les maires du département des Ardennes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la Préfecture et affiché dans les locaux de la Préfecture des Ardennes.

Charleville-Mézières, le 11 décembre 2024

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de Cabinet,


Laetitia KULIS

Délais et voies de recours :

Dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture - BP 60002 - 08005 Charleville-Mézières Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 Paris ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.